

seau fédéral de la statistique, qui a constaté une augmentation de 29 p. 100 des stocks de marchandises.

Au cours du débat sur l'exposé budgétaire de l'an dernier, j'ai dit qu'en vertu de notre présent régime, l'offre excède normalement la demande et signalé que là réside la cause des crises économiques propres à l'époque contemporaine. Cela demeure vrai. Voilà pourquoi les gens songent aujourd'hui au marasme qui s'annonce très prochain. Pendant la crise des années 1930, nous attendions incessamment le retour de la prospérité, mais il n'y a pas lieu d'attendre de la sorte le marasme économique qui se produira toujours trop tôt, à moins qu'on ne prenne des mesures de précaution. Normalement, dis-je, l'offre excède la demande; il convient donc d'accroître le pouvoir d'achat des consommateurs à mesure que les denrées deviennent plus abondantes. Une telle ligne de conduite semblerait tout indiquée si la production et la distribution s'inspiraient d'un principe d'ordre social. Nous pourrions et devrions nous passer de bien des choses souhaitées afin d'aménager les installations nécessaires à la production abondante de denrées de consommation. Dans l'intervalle, il y aurait pénurie des produits de consommation, car la main-d'œuvre et les matériaux disponibles seraient affectés à la fabrication de biens servant à la production. Cependant, une fois aménagées les installations nécessaires, nous devrions être en mesure d'accroître le pouvoir d'achat des consommateurs, mais d'ordinaire, c'est le contraire qu'on constate. En général, nous sommes aussi prospères qu'une classe ouvrière peut le devenir sous un régime capitaliste, à condition que les placements de capitaux soient considérables. Dès que les placements diminuent, nous devons nous priver des articles indispensables parce que nous n'avons pas les moyens de nous les procurer et, comme je l'ai signalé, survient la crise que tout le monde semble attendre. Bien que le Gouvernement prévoit une crise, comme le ministre des Finances l'a affirmé dans son discours...

L'hon. M. ABBOTT: Je n'ai rien dit de tel.

M. MacINNIS: ...les placements des particuliers accuseront un recul.

L'hon. M. ABBOTT: Je n'ai pas dit cela. Je suis convaincu que l'honorable député ne désire pas fausser les faits. Je n'ai formulé aucune déclaration en ce sens, ni rien qui puisse le laisser entendre.

M. MacINNIS: Le ministre eût-il été présent au début de mon discours, il m'aurait entendu donner lecture d'extraits de son exposé où il formule des affirmations en ce sens et, si j'en avais le temps, je les répéterais.

[M. MacInnis.]

L'hon. M. ABBOTT: L'honorable député ne trouvera nulle part dans mon discours une affirmation où je déclare explicitement ou implicitement que je m'attends à une crise immédiate. Je ne me suis pas servi de l'expression "crise" dans mon discours.

M. MacINNIS: Tout dépend...

L'hon. M. ABBOTT: Tout dépend du sens que vous donnez à mes paroles. L'honorable député veut y voir un sens qu'elles n'ont pas.

M. MacINNIS: Tout dépend de ce que le ministre entend par immédiate. Voici ce qu'il a dit, comme en fait foi le hansard du 29 avril:

...ils dépensent probablement plus et épargnent moins qu'ils ne le feraient d'ordinaire avec des revenus s'établissant aux niveaux actuels... Nous devons nous attendre dans un avenir assez rapproché à un fléchissement à l'égard de ces produits dont la demande est présentement anormale.

Plus loin, page 2529, je note qu'après avoir prévu un revenu national brut de quelque 12 milliards, soit 900 millions de plus qu'en 1946, le ministre s'est hâté d'ajouter: Une telle prévision à une époque anormale et incertaine prête à une grande marge d'erreur.

L'hon. M. ABBOTT: Où l'honorable député prend-il cette citation?

M. MacINNIS: Dans le discours du ministre, tel que le reproduit le compte rendu.

L'hon. M. ABBOTT: Je n'ai pas dit: "le ministre s'est hâté d'ajouter".

M. MacINNIS: Non, mais les mots que j'ai employés suivent de très près le texte original et définissent la pensée du ministre.

M. GILLIS: Répétez la citation.

M. MacINNIS: "A une époque anormale et incertaine", surtout s'il survient plus tard durant l'année un fléchissement appréciable des affaires aux Etats-Unis.

L'hon. M. ABBOTT: "Surtout si", il va sans dire.

M. MacINNIS: Oui, surtout si.

M. MICHAUD: Une crise économique est impossible chez nous.

M. GILLIS: Elle sévit dans la moitié du pays. Songez au Nouveau-Brunswick, la province d'où vous venez.

M. MacINNIS: Je relève à la page 2533 les paroles suivantes du ministre:

De plus, nos recettes se fondent sur des niveaux élevés de production, de revenus et d'importations que nous ne pourrions probablement pas considérer comme normaux au cours des années à venir.